

**ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION****EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Nombre de Conseillers :

En exercice : 48

Présents : 43

Séance du :

15 juin 2021

Date de publication :

23 juin 2021

L'an deux mille vingt et un, le quinze juin à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 9 juin 2021, s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

**PRESENTS :**

MASQUELIER Frédéric - RACHLINE David - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - REGGIANI Jean-Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIOMAR Françoise - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - SARRAUTON Thierry - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - PECOUL Christopher - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken .

**REPRESENTES :** Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - DEBAISIEUX Jean-François donne procuration à MASQUELIER Frédéric

**NON REPRESENTES :** FRADJ Laurence - POUSSIN Julien - CURTI Fabrice.

**SECRETAIRE DE SEANCE :** M. PECOUL.

**INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE**

\*

**REMISE EN ETAT RAISONNEE DE LA PROPRIETE D'ESTEREL COTE D'AZUR  
AGGLOMERATION SISE QUARTIER LE DEFENDS - CADASTREE AN 594  
ET AN 737 SUR LA COMMUNE DE ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS**

\*

**- N° 77 -****AR Prefecture**

083-200035319-20210623-C\_20210615\_77-DE  
Reçu le 23/06/2021  
Publié le 23/06/2021

M. MASQUELIER, Président, expose :

La communauté d'agglomération est propriétaire des parcelles cadastrées AN 594 et AN 737, quartier le Défends, sur la commune de Roquebrune sur Argens, qui relèvent de son domaine privé.

Elle a été alertée le 11 mars 2019 que des dépôts de remblais étaient en cours sur sa propriété, localisés sur le terrain voisin de l'AVSA, association cocontractante au titre d'un bail emphytéotique gérant un refuge pour chiens et une fourrière animale.

Une réunion a été organisée le 14 mars 2019 en présence de l'association, de la commune de Roquebrune-sur Argens, également propriétaire d'une parcelle impactée et de représentants de la communauté d'agglomération.

Par courrier du 19 mars 2019, le Président demandait au Maire d'user de ses pouvoirs de police afin de faire cesser les dépôts et informait le 10 avril 2019 le Directeur de la Direction départementale des Territoires et de la Mer des remblaiements susvisés.

Monsieur le Préfet saisissait la commune de Roquebrune-sur Argens par courrier du 17 avril 2019 afin que procès-verbal de constat d'infraction soit dressé. La communauté d'agglomération déposait une plainte, selon missive du 6 mai 2019, en Gendarmerie de Fréjus. Le même jour, la commune de Roquebrune-sur-Argens dressait un procès-verbal de constat d'infraction. Un arrêté interruptif de travaux était alors pris par Monsieur le Maire de la Commune de Roquebrune-sur-Argens.

Le 7 mai 2019, l'agglomération informait par ailleurs la Société du Pipeline Méditerranée Rhône (SPMR) de la réalisation des travaux susvisés qui impactaient la servitude légale dont elle dispose.

Par courriel du 21 mai 2019, la SPMR indiquait avoir été informée de ces travaux par ses services, avoir fait régulariser administrativement les interventions et déplacer les palmiers et enrochements à une distance conforme par l'entreprise FG TERRASSEMENT.

Elle indiquait au surplus disposer de prises de vues aériennes hebdomadaires depuis le 4 février 2019 ainsi que des photos prises sur site par ses agents.

Le 28 juin 2019, les services de la DREAL dressaient rapport de constatation concernant l'exploitation illégale d'une ISDI (installation de stockage de déchets inertes). Par courrier en date du 28 juin 2019, elle sollicitait de la communauté d'agglomération qu'elle formule toute observation utile sur le rapport dressé par l'Inspecteur de l'environnement, et relativement aux propositions formulées dans le cadre d'un projet d'arrêté de mise en demeure.

Le 11 juillet 2019, un dépôt de plainte était réitéré par la communauté d'agglomération. Celle-ci répondait le 12 juillet au courrier de la DREAL.

Pour autant, par arrêté du 23 décembre 2019, Monsieur le Préfet mettait en demeure la communauté d'agglomération de régulariser la situation administrative de ce qui demeurerait considéré comme une installation de stockage de déchets inertes.

Par requête en date du 10 janvier 2020 auprès du Tribunal Administratif de Toulon, la communauté d'agglomération contestait cette mise en demeure, rappelant être parfaitement étrangère aux remblaiements réalisés sur sa propriété et être victime de ces dépôts sauvages et substantiels, pouvant être estimés à 85 000 m<sup>3</sup> pour une surface impactée de 22 000 m<sup>2</sup>. Elle contestait en

outre avoir quelconque lien ou responsabilité dans la réalisation de ces remblaiements, par des entreprises par ailleurs en cours d'identification.

L'instance, enregistrée sous le numéro 2000139, est actuellement pendante devant le Tribunal administratif de Toulon. Le Tribunal, par ordonnance en date du 24 mars 2021, a proposé aux parties l'organisation d'une médiation, ce qu'elles ont accepté.

Il a été évoqué durant cette médiation, en cours, la possibilité pour Estérel Côte d'Azur Agglomération d'opérer les diligences nécessaires afin qu'il puisse être procédé à une remise en état raisonnée de sa propriété. En effet, les remblaiements opérés dévalorisent notablement la propriété intercommunale. En outre, en l'état, aucun projet ne peut y être envisagé.

De fait, il apparaît utile, au regard des intérêts de la communauté d'agglomération et indépendamment de la mise en demeure préfectorale susvisée, d'entreprendre cette remise en état raisonnée de sa propriété. Ces actions devront être réalisées en concertation et collaboration avec les services préfectoraux afin de bénéficier de leur expérience en la matière et d'assurer l'efficacité de cette remise en état.

Concernant l'aspect technique, il est, à ce stade, envisagé de mettre en œuvre les étapes suivantes :

- réalisation d'un diagnostic environnemental comprenant des sondages pour vérifier le type et le niveau de pollution. Le plan de ces sondages, la méthode analytique et les résultats seront soumis à la validation de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur (UD DREAL). Il est précisé qu'un premier sondage a d'ores et déjà été réalisé le 2 juin 2020. Il sera affiné en collaboration avec les services préfectoraux,
- élaboration d'un plan de gestion, ou mémoire de réhabilitation, comprenant une proposition de scénario de réhabilitation associé un usage futur du terrain contenant les techniques de dépollution, le niveau de dépollution, le coût et le calendrier des travaux. Ces éléments seront également soumis, pour approbation, à l'UD DREAL,
- réalisation des travaux de réhabilitation.

A la suite de cet exposé,

**VU** l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** les articles L.2111-1 et [L. 2211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques](#),

**VU** l'existence de remblaiements sur la propriété d'Estérel Côte d'Azur Agglomération sise Quartier le Défends – cadastrée AN 594 et AN 737 sur la commune de Roquebrune sur Argens,

**VU** l'arrêté du 23 décembre 2019 de Monsieur le Préfet du Var portant mise en demeure de l'agglomération de régulariser la situation administrative de l'installation de stockage de déchets inertes situé Quartier le Défens à Roquebrune sur Argens,

**VU** la requête en date du 10 janvier 2020 auprès du Tribunal Administratif de Toulon par laquelle Estérel Côte d'Azur Agglomération a entendu contester cette mise en demeure (instance n°2000139).

**Le Préfet**

083-200035319-20210623-C\_20210615\_77-DE  
Reçu le 23/06/2021  
Publié le 23/06/2021

**VU** la commission des assemblées,

**CONSIDÉRANT** qu'une procédure de médiation est en cours,

**CONSIDÉRANT** par ailleurs l'intérêt qui s'attache à ce que le terrain concerné fasse l'objet d'une remise en état raisonnée,

Le Conseil communautaire est invité à :

**DECIDER** de la remise en état raisonnée de sa propriété sise Quartier le Défends, parcelles cadastrées AN 594 et AN 737,

**HABILITER** le Président d'Estérel Côte d'Azur Agglomération à entreprendre toutes les démarches utiles afin qu'il soit procédé à cette remise en état et, en particulier :

- la réalisation d'un diagnostic environnemental comprenant des sondages pour vérifier le type et le niveau de pollution,
- l'élaboration d'un plan de gestion, ou mémoire de réhabilitation, comprenant une proposition de scénario de réhabilitation associé à un usage futur du terrain contenant les techniques de dépollution, le niveau de dépollution, le coût et le calendrier des travaux,
- la réalisation des travaux de réhabilitation,

**DECIDER** que les démarches susvisées seront réalisées en collaboration avec les services de la Préfecture du VAR et l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur (UD DREAL),

**HABILITER** le Président à signer tous projets, actes, documents afférents à ces démarches.

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à délibérer.

### **LE CONSEIL,**

**APRES** avoir entendu l'exposé de **M. MASQUELIER, Président,**  
**ET A SA DEMANDE,**  
**APRES** en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, ADOPTE LE RAPPORT PRÉSENTÉ.

---

**FAIT** et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Le Président**

**Frédéric MASQUELIER**

**AR Prefecture**

083-200035319-20210623-C\_20210615\_77-DE  
Reçu le 23/06/2021  
Publié le 23/06/2021